

En marche pour la psychiatrie

Une centaine d'agents du Cesame ont pris à pied, hier, le chemin de l'Agence régionale de santé pour défendre le financement de leur établissement.



Angers, rue de Létanduère, hier. Infirmiers et aides-soignants en psychiatrie s'inquiètent de la baisse des dotations.

Anthony PASCO

anthony.pasco@courrier-ouest.com

Le mouvement de grogne enclenché il y a six mois par une partie du personnel du Centre de santé mentale de Sainte-Gemmes-sur-Loire (Cesame) a pris hier une nouvelle tournure. À l'invitation de Force Ouvrière et de la CGT, une centaine d'agents se sont retrouvés après le déjeuner sur le parking du Chapeau-de-Gendarme, après avoir bloqué leur établissement - à l'exception des ambulances - durant toute la matinée. Un tiers des agents présents étaient grévistes, a précisé la direction.

Ces derniers se sont dirigés à pied vers l'Agence régionale de santé (ARS) située un peu plus d'un kilomètre plus loin, dans la cité administrative. Au directeur adjoint et au médecin qui les ont reçus, les délégués syndicaux ont demandé le maintien des recettes que l'État verse chaque

année au Cesame pour fonctionner. Ces dotations qui alimentent 85 % du budget (estimé à 75 millions d'euros) ont légèrement baissé en 2016. Les représentants du personnel craignent que cette tendance s'amplifie au cours des prochaines années, au point de remettre en cause le développement de l'activité ambulatoire sur laquelle misent pourtant leurs dirigeants...

La réorganisation par pôles reportée à janvier 2018

« La seule marge de manœuvre est notre masse salariale », a prévenu Jean-Jacques Péaud (FO) qui rappelle qu'une vingtaine de postes, dont la moitié de soignants, viennent déjà d'être sacrifiés sur l'autel de « l'austérité budgétaire », essentiellement par le non-remplacement de départs à la retraite*.

Ces manifestants craignent cette fois la perte de près d'un million d'euros

sur l'exercice 2018, perte qui pourrait menacer l'équivalent de 25 « temps plein ». Un chiffre « très exagéré », corrige la direction qui reconnaît toutefois manquer de « visibilité » sur le plan financier.

Ces interrogations prennent un relief particulier dans un contexte de réorganisation par pôles des secteurs de l'hôpital psychiatrique. Ce sujet sensible acté par la communauté médicale aura pour conséquence la fermeture d'une quarantaine de lits d'hospitalisation et le redéploiement de 37 infirmiers et aides-soignants vers des structures extra-hospitalières. Les syndicats viennent d'obtenir un report de six mois du calendrier pour que ces mobilités internes n'interviennent qu'à partir de janvier 2018.

Le Cesame emploie 1 200 personnes dans le département (hors secteurs de Cholet et Saumur). 60 % des soignants sont postés à Sainte-Gemmes-sur-Loire